

les États-Unis,—ont tous affirmé par la voix de leurs représentants qu'il serait encore prématuré de chercher à négocier un pacte du Pacifique. Je crois donc que nous commettrions une erreur en essayant de donner une suite immédiate à cette idée.

L'Europe

L'Europe est travaillée par deux forces puissantes qui sont pour nous d'un profond intérêt. Il y a d'abord le formidable élan de chaque pays d'Europe vers la renaissance économique et l'amélioration sociale sous tous ses aspects,— et ensuite la poussée non moins formidable de la Russie soviétique pour imposer sa suprématie ou sa domination.

Nous voyons d'un bon œil les efforts des populations européennes pour restaurer non seulement leurs habitations et leurs villes, mais aussi leurs entreprises, leurs contacts commerciaux et industriels à l'étranger, leur bien-être et leur dignité. Au Canada, notre mode de vie est si étroitement lié aux grandes civilisations de l'Europe occidentale que tout changement qui s'y produit, en mieux ou en pis, doit nécessairement avoir des répercussions chez nous. Le fait que, depuis quelques mois, il s'y soit opéré des changements favorables a donc de quoi nous réconforter. L'union économique de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas est en progrès. La France et l'Italie, oubliant leurs vieux griefs, ont négocié un traité de commerce qui doit ouvrir la voie à une union douanière. Les membres de l'Organisation pour la coopération économique européenne comprennent mieux, depuis quelques mois, la nécessité d'une plus grande collaboration économique. Les signataires du Traité de Bruxelles de mars 1948 coordonnent de plus en plus leur programme politique, économique et militaire. Enfin, en août dernier, le Conseil de l'Europe s'est réuni pour la première fois à Strasbourg et a commencé sous d'heureux auspices à exécuter une tâche difficile.

L'Allemagne

Il est loisible à tous les États démocratiques de l'Europe de faire partie de ce Conseil et, pour qu'il puisse contribuer à préserver la paix et faire avancer la prospérité matérielle de l'Europe, on reconnaît qu'il y a lieu d'y admettre l'Allemagne. Il reste à savoir si le gouvernement allemand peut convaincre l'Europe qu'il réunit les conditions voulues pour faire partie de ce Conseil, qu'il collaborera de façon démocratique et responsable, qu'il renoncera aux aspirations et aux idées nationales qui, en une génération, ont deux fois mené l'Europe et le monde au désastre.

Ceux qui ont le plus qualité pour juger de l'aptitude de l'Allemagne à rentrer dans la société européenne sont les voisins de l'Allemagne en Europe qui ont tant souffert par le passé des agressions de ce pays. Leur jugement doit dépendre dans une certaine mesure de la formation en Allemagne d'un gouvernement démocratique et responsable. Le Gouvernement du Canada voit donc d'un bon œil l'établissement d'une République fédérale d'Allemagne démocratiquement constituée dont le mandat, nous l'espérons, s'étendra bientôt à toute l'Allemagne. À mon avis, l'intégration d'une telle république démocratique dans la société européenne est indispensable au relèvement de cette société. Nous reconnaissons cette république en préparant l'envoi très prochain d'une mission chargée de représenter le Canada à Bonn, capitale de cet État.